

PARLAMENT EUROPEJSKI

2004



2009

Komisja Budżetowa

2004/0151(COD)

26.7.2005

OPINIA

Komisji Budżetowej

dla Komisji Kultury i Edukacji

w sprawie projektu decyzji Rady i Parlamentu Europejskiego dotyczącej
wprowadzenia w życie programu wspierającego europejski sektor
audiowizualny(MEDIA 2007)
(COM(2004)0470 – C6-0093/2004 – 2004/0151(COD))

Sprawozdawca komisji opiniodawczej: Brigitte Douay

PA_Leg

KRÓTKIE UZASADNIENIE (wersja w języku francuskim)

Dans sa communication sur les perspectives financières 2007-2013¹, la Commission propose d'insérer le nouveau programme "Media 2007" dans la rubrique 3, citoyenneté, cette rubrique bénéficie d'une allocation de 24.705 millions EUR. Le programme Media fait partie du secteur consacré à la promotion de la culture et de la citoyenneté européenne, qui représente 15% de l'enveloppe globale.

PROPOSITION DE LA COMMISSION

En juillet 2004 la Commission a présenté une proposition de décision du Parlement européen et du Conseil portant sur la mise en œuvre d'un programme de soutien au secteur audiovisuel européen (Media 2007) (COM(2004) 470 final)², qui rassemblera les actuels programmes Media Plus et Media Formation.

Le nouveau programme aura comme principaux objectifs de préserver et de mettre en valeur la diversité culturelle européenne et son patrimoine cinématographique et audiovisuel; d'accroître la circulation des œuvres audiovisuelles; de renforcer la compétitivité du secteur.

Le programme prendra en compte les quatre priorités transversales suivantes:

- l'encouragement à la création dans le secteur audiovisuel, ainsi qu'à la connaissance et à la diffusion du patrimoine cinématographique et audiovisuel européen;
- le renforcement de la structure de production, en particulier des PME;
- la réduction des déséquilibres au sein du marché entre les pays à forte capacité de production et les pays à plus faible capacité;
- l'accompagnement des évolutions du marché en matière de numérisation.

Le programme vise à la simplification de l'intervention communautaire qui comprendra deux phases:

1. Preproduction: Cette phase comprend les volets formation et développement. Le soutien se fera principalement par le biais de subventions aux projets de formation à valeur ajoutée européens et à des sociétés de production indépendantes pour le développement de projets individuels en facilitant l'accès des petites et moyennes entreprises à MEDIA 2007.

2. Post production: Cette phase comprend les volets distribution et promotion. Le soutien à la phase distribution reste une priorité pour la consolidation du marché unique européen et le développement de ce secteur. En ce qui concerne le volet promotion il faut toutefois souligner que la Commission n'a pas reconduit la référence aux manifestations commerciales et aux festivals audiovisuels parmi les activités comprises, qui est contenue dans la décision actuellement en vigueur.

¹ COM(2004) 487 final.

² OJ C 012, 18.1.2005, p. 25.

La Commission propose un renforcement considérable du secteur audiovisuel avec une enveloppe financière globale de 1055 millions EUR répartis comme suit:

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	TOTAL
C.Engagement	105	112	133	150	171	184	200	1.055
C.Payement	70,493	108,119	121,877	152,945	192,217	200,497	208,852	1.055

Dans cette enveloppe globale un total de 969,754 millions EUR sera destiné aux dépenses opérationnelles et 85,2 millions EUR seront consacrés à des dépenses administratives, parmi lesquels 76,8 millions EUR contribueront au financement de l'agence exécutive de l'éducation et la culture.

Le programme Media Plus bénéficie d'une allocation de 453 millions¹ EUR et Media Formation de 59,4 million² EUR. Au total, la Commission propose une augmentation d'environ 51,3% pour le futur programme.

Le niveau de cofinancement communautaire ne peut pas dépasser 50%, mais peut néanmoins atteindre 75% dans certains cas bien définis.

La Commission délèguera la gestion du programme à l'agence exécutive.

COMMENTAIRES

Le rapporteur pour avis accueille favorablement la proposition de la Commission, notamment en ce qui concerne la simplification, et demande par conséquent que la Commission veille à la transparence et à la cohérence dans la mise en œuvre du programme.

En sus des mesures innovantes présentées par la Commission, le rapporteur formule les propositions suivantes:

1. Concernant le volet "Formation", le rapporteur se félicite des mesures visant à favoriser la mobilité en Europe des étudiants et des professionnels grâce aux bourses de mobilité à destination des nouveaux États membres, mais considère néanmoins que cette mobilité devrait être ouverte aux professionnels de tous les États Membres.
2. Il faut souligner que le montant indiqué à l'article 2 doit être considéré comme purement indicatif jusqu'à ce qu'un accord soit conclu sur les perspectives financières. A ce sujet des amendements au projet de résolution et à cet article 2 sont proposés.
3. Compte tenu des objectifs du programme MEDIA 2007 de faciliter l'accès des PME au programme, une simplification des procédures est proposée, afin de les rendre plus souples et de prendre en compte les besoins spécifiques de ce secteur fragile³. Un

¹ 350millions d'euros+ 103,6 millions d'euros, ajustement élargissement- Décision N° 846/2004.

² 52 millions d'euros + 7,4 millions d'euros, ajustement élargissement- Décision N° 845/2004.

³ Evaluation a mi- parcours des programmes Media Plus et Media Formation. Membres du Consortium: Media

nouveau paragraphe 9.3 bis) est proposé.

4. Afin d'assurer une procédure efficace, il faudra poursuivre l'approche habituelle de la commission des budgets qui privilégie la procédure consultative. Dans ce sens un amendement à l'article 11 est proposé. Il s'agit d'un amendement horizontal qui affecte aussi les articles 10(2), 15, et le point 1.1 du titre 2 de l'annexe.
5. Enfin, il est important d'assurer le contrôle démocratique au travers d'un suivi et d'une évaluation du programme adéquats. Cinq amendements sont proposés à cet égard: à l'article 10 paragraphe 2 [nouveaux points (d) bis et (d) ter] et paragraphe 3 (bis) ainsi qu'à l'article 14.

POPRAWKI

Komisja Budżetowa zwraca się do Komisji Kultury i Edukacji, właściwej dla tej sprawy, o naniesienie w swoim sprawozdaniu następujących poprawek:

Projekt rezolucji legislacyjnej

Poprawka 1
Ustęp 1 a (nowy)

- 1a) podkreśla, że środki określone w projekcie legislacyjnym na okres po roku 2006 uzależnione są od decyzji w sprawie następnych wieloletnich ram finansowych;**

Poprawka 2
Ustęp 1 b (nowy)

- 1b) wzywa Komisję do przedstawienia, w razie potrzeby, propozycji dostosowania kwoty odniesienia finansowego programu po przyjęciu następnych wieloletnich ram finansowych;**

Uzasadnienie

Le montant de référence financière ne peut pas être fixé tant que les perspectives financières ne sont pas adoptées. Une fois cette décision arrêtée, la Commission devra présenter une proposition législative afin de déterminer le montant de référence en tenant compte du plafond correspondant du cadre financier en question.

Projekt decyzji

Tekst proponowany przez Komisję

Poprawki Parlamentu

Poprawka 3 Artykuł 2 ustęp 1

1) Budżet przeznaczony na realizację niniejszego programu w okresie ustalonym w art. 1 ust. 1, wynosi 1.055 milionów EUR.

1) Budżet **indykatywny** przeznaczony na realizację niniejszego programu w okresie **siedmiu lat począwszy od dnia 1 stycznia 2007 r., ustalonym** w art. 1 ust. 1, wynosi 1.055 milionów EUR.

Uzasadnienie

Le montant de référence financière est indicatif jusqu'à ce que les perspectives financières soient adoptées. Une fois cette décision arrêtée, la Commission devra présenter une proposition législative afin de déterminer le montant de référence en tenant compte du plafond correspondant du cadre financier en question (voir l'amendement à la résolution législative).

Poprawka 4 Artykuł 9 ustęp 3 a (nowy)

3a) W odniesieniu do kryteriów kwalifikowalności oraz dokumentów do dostarczenia i uzupełnienia Komisja zobowiązana jest do przestrzegania zasady proporcjonalności.

Uzasadnienie

Compte tenu de la volonté du programme de faciliter l'accès aux PME, une simplification des procédures est nécessaire afin de les rendre plus flexibles et de faciliter l'accès au programme.

Poprawka 5 Artykuł 10 ustęp 2 punkt d a) (nowy)

**d)
- a) propozycje odnośnie selekcji projektów;**

Uzasadnienie

Les propositions de la Commission pour la sélection des projets doivent être soumis au comité et ce, dans un souci de transparence et de contrôle démocratique.

Poprawka 6

Artykuł 10 ustęp 2 punkt d b) (nowy)

d)

- b) selekcja projektów pilotażowych przewidzianych w art. 7.

Uzasadnienie

Les propositions de la Commission pour la sélection des projets pilotes doivent être soumises au comité et ce, dans un souci de transparence et de contrôle démocratique.

Poprawka 7

Artykuł 10 ustęp 3 a) (nowy)

3a) Komisja informuje, regularnie i w stosownym czasie, Parlament Europejski i Radę o stanie realizacji programu, szczególnie w odniesieniu do wykorzystania dostępnych zasobów.

Uzasadnienie

Les deux branches de l'autorité législative doivent être dûment informées et en temps utile afin d'assurer un suivi et une évaluation efficace du programme.

Poprawka 8

Artykuł 11 ustęp 2

2) W przypadku odniesienia do niniejszego ustępu mają zastosowanie art. 4 i 7 decyzji nr 1999/468/WE. Okres ustanowiony w art. 4 ust. 3 decyzji nr 1999/468/WE wynosi dwa miesiące.

skreślony

(Niniejsza zmiana dotyczy całości analizowanego tekstu legislacyjnego; jej przyjęcie implikuje techniczne dostosowanie całości tekstu, szczególnie zaś art. 10 ust. 2 i art. 15 oraz tytułu 2 pkt 1.1 załącznika).

Uzasadnienie

La procédure consultative constitue l'approche traditionnelle de la commission des budgets afin d'assurer l'efficacité des procédures. Il s'agit d'un amendement horizontal qui affecte

aussi les articles 10(2), 15, et le point 1.1 du titre 2 de l'annexe.

Poprawka 9
Artykuł 14 ustęp 1 akapit 1

1) Komisja **zapewnia regularne monitorowanie niniejszego programu. Wyniki procesu monitorowania i oceny są uwzględnione przy wprowadzaniu programu w życie.**

1) Komisja **zapewnia objęcie działań przewidzianych na mocy niniejszej decyzji oceną a priori, monitorowaniem i oceną a posteriori. Komisja czuwa nad zapewnieniem dostępu do programu oraz przejrzystości przy jego wdrażaniu.**

Uzasadnienie

Considère importante l'assurance du contrôle démocratique à travers un suivi et une évaluation du programme en temps opportun.

Poprawka 10
Artykuł 14 ustęp 3

3) Komisja przedstawia Parlamentowi Europejskiemu, Radzie, Europejskiemu Komitetowi Ekonomiczno-Społecznemu oraz Komitetowi Regionów:
a) sprawozdanie okresowe oceniające wyniki oraz aspekty jakościowe i ilościowe dotyczące wykonania niniejszego programu, **najpóźniej do 31 grudnia 2010;**

b) komunikat w sprawie kontynuacji niniejszego programu, **najpóźniej do 31 grudnia 2011 r.;**

c) oceniające sprawozdanie ex post ocen, **najpóźniej do 31 grudnia 2015 r.**

3) Komisja przedstawia Parlamentowi Europejskiemu, Radzie, Europejskiemu Komitetowi Ekonomiczno-Społecznemu oraz Komitetowi Regionów:
a) sprawozdanie okresowe oceniające wyniki oraz aspekty jakościowe i ilościowe dotyczące wykonania niniejszego programu **trzy lata po dokonaniu oceny programu;**

b) komunikat w sprawie kontynuacji niniejszego programu **cztery lata po przyjęciu programu;**

c) **szczegółowe** oceniające sprawozdanie ex post ocen **na temat wprowadzania i wyników programu po zakończeniu jego realizacji.**

Uzasadnienie

Considère importante l'assurance du contrôle démocratique à travers un suivi et une évaluation du programme en temps opportun.

PROCEDURA

Tytuł	Projekt decyzji Rady i Parlamentu Europejskiego dotyczącej wprowadzenia w życie programu wspierającego europejski sektor audiowizualny (MEDIA 2007)
Odsyłacze	COM(2004)0470 – C6-0093/2004 – 2004/0151(COD)
Komisja przedmiotowo właściwa	CULT
Komisja(e) wyznaczona(e) do wydania opinii Data przedłożenia sprawy	BUDG 15.9.2004
Ścisła współpraca	Tak
Sprawozdawca komisji opiniodawczej Data powołania	Brigitte Douay 31.1.2005
Rozpatrzenie w komisji	13.7.2005
Data zatwierdzenia poprawek	
Wynik głosowania końcowego	za: 14 przeciw: 0 :wstrzymujących się 1
Posłowie obecni podczas głosowania końcowego	Brigitte Douay, Bárbara Dührkop Dührkop, Salvador Garriga Polledo, Ingeborg Gräßle, Nathalie Griesbeck, Catherine Guy-Quint, Anne Elisabet Jensen, Wiesław Stefan Kuc, Janusz Lewandowski, Vladimír Maňka, Nina Škottová, Helga Trüpel, Yannick Vaugrenard, Kyösti Tapio Virrankoski
Zastępcy obecni podczas głosowania końcowego	Lidia Joanna Geringer de Oedenberg
Zastępcy (art. 178 ust. 2) obecni podczas głosowania końcowego	